

ANTI-CORRUPTION HELPDESK

PROVIDING ON-DEMAND RESEARCH TO HELP FIGHT CORRUPTION

L'IMPACT DE LA CORRUPTION SUR LA CROISSANCE ET LES INEGALITES

QUESTION

Nous souhaiterions connaître les arguments et preuves qui réfutent la thèse de la corruption comme une force qui « graisse les rouages » de l'économie.

OBJECTIF

Certains professionnels du développement avancent que la corruption peut avoir des effets positifs en créant des flux économiques parallèles. Au-delà de l'argument de la corruption « graissant les rouages » l'économie, ils voient la corruption comme une force positive (économiquement, socialement) et redistributive.

SOMMAIRE

1. La corruption a un effet corrosif sur la croissance et les affaires
2. La corruption renforce les inégalités et affecte la redistribution des revenus
3. La corruption affecte le cadre institutionnel et le climat de gouvernance
4. Bibliographie



Auteur(s)

Marie Chêne, Transparency International,
tihelpdesk@transparency.org

Revu par

Robin Hodess, PhD, Transparency International

Date

15 mars 2014

RESUME

Malgré un large consensus au sein de la communauté scientifique quant aux effets négatifs de la corruption sur la croissance économique, certains universitaires défendent encore l'argument selon lequel les effets de la corruption sur la croissance sont contextuels et liés à certains facteurs tels que le cadre juridique et institutionnel, la qualité de la gouvernance et le type de régime politique. Ils concluent que, dans certains pays hautement réglementés mais manquant d'institutions et de systèmes de gouvernance efficaces, la corruption peut compenser les faiblesses institutionnelles et les effets d'une bureaucratie lourde et « dynamiser » l'économie.

Cet argument ne tient pas quand on considère l'impact à plus long terme de la corruption sur la croissance économique, sur l'égalité et la qualité de la gouvernance et sur l'environnement institutionnel d'un pays. Les données indiquent que la corruption est susceptible d'avoir un effet négatif à long terme sur la croissance économique par le biais de ses effets sur l'investissement, la fiscalité, les dépenses publiques et le développement humain. La corruption risque également de saper le cadre réglementaire d'un pays et l'efficacité des institutions publiques, dans la mesure où la recherche de profits individuels immédiats fausse la prise de décision publique.

La corruption n'affecte pas seulement le développement économique par ses effets sur l'efficacité et la croissance économique ; elle affecte également la redistribution équitable des revenus, creuse les inégalités de revenus, sape l'efficacité des programmes sociaux et résulte, en définitive, en des niveaux plus faibles de développement humains. Ceci peut, en contrepartie, éroder le développement durable, la croissance économique et l'égalité des citoyens.

1 LA CORRUPTION A UN EFFET CORROSIF SUR LA CROISSANCE ET LES AFFAIRES

De nombreuses études portent sur les effets négatifs ou positifs de la corruption sur l'économie.

Malgré un large consensus sur les effets négatifs de la corruption sur la croissance et le développement économique (voir ci-dessous), certains universitaires continuent de défendre l'idée selon laquelle la corruption peut être justifiée parce qu'elle rend possible de contourner les règlements et les institutions inefficaces, permettant ainsi au secteur privé de corriger les erreurs et faiblesses des autorités publiques. Elle pourrait, par conséquent, potentiellement promouvoir la croissance économique en réduisant les obstacles administratifs à l'entrée et les coûts de transaction des entreprises qui essaient de se conformer à des réglementations excessives. P. Méon et K. Sekkat nous fournissent un bon aperçu des tenants et des aboutissants de cette thèse (Méon and Sekkat 2005).

D'autres études indiquent que les effets négatifs de la corruption sur la croissance seraient contextuels et associés à des facteurs tels que le cadre juridique et institutionnel du pays, la qualité de la gouvernance, le régime politique, etc. Par exemple, certaines études suggèrent que, bien que la corruption peut avoir des effets systématiquement négatifs dans des pays où les institutions fonctionnent de manière efficace, elle peut augmenter la productivité et l'entrepreneuriat dans les pays hautement réglementés dont les institutions publiques et les systèmes de gouvernance ne sont pas efficaces (Houston, 2007; Méon and Weill, 2008). D'autres projets de recherche suggèrent que l'impact de la corruption sur la croissance et le développement dépend du type de régime politique, qui serait dès lors un déterminant important dans le rapport

corruption/croissance économique (Méndez and Sepúlveda 2006).

En réponse à cet argument, certaines études affirment que la corruption peut, sinon promouvoir la croissance économique, au moins compenser les effets négatifs d'un environnement juridico-institutionnel défaillant. Une publication de 2011 suggère ainsi que la corruption augmente le taux d'entrée des entreprises face à d'importantes barrières administratives. L'étude conclut néanmoins que, si la corruption peut contribuer à contrecarrer les effets d'une régulation excessive — rejoignant ainsi l'hypothèse d'un phénomène permettant de « graisser les rouages » de l'économie — elle n'est pas nécessairement un facteur qui alimente la croissance économique (Dreher & Gassebner 2011).

Plus généralement, un ensemble de données indiquent que, bien que la corruption puisse potentiellement réduire, sur le court terme, certains coûts liés à des procédures administratives lourdes dans certains contextes, elle a un impact négatif sur les opérations des entreprises et un effet corrosif sur la gouvernance d'un pays. Elle érode l'efficacité et la légitimité des institutions publiques et sape le développement durable et l'état de droit.

La corruption comme obstacle à la croissance économique

Au niveau macroéconomique, la littérature scientifique démontre généralement que la corruption a un impact négatif direct sur la croissance économique et le développement. La corruption a également un effet indirect sur l'efficacité économique d'un pays, par son impact sur plusieurs facteurs qui alimentent la croissance économique, tels que l'investissement, la fiscalité ainsi que le niveau des dépenses publiques, leur répartition et leur efficacité.

Les économistes ont depuis longtemps identifié un certain nombre de canaux par lesquels la corruption nuit à la croissance économique (cf. notamment Mauro, 1995; Tanzi, 1997; Gupta, 2000; Gyimah-Brempong 2001) :

- La corruption fausse les motivations des acteurs économiques et les forces du marché, entraînant une mauvaise allocation des ressources.
- La corruption détourne les talents et les ressources, notamment humaines, vers des

activités « lucratives » de maximisation des rentes, telles que la défense, plutôt que de les utiliser à des fins productives.

- La corruption s'apparente à un impôt inefficace sur les entreprises, augmentant les coûts de production et réduisant la rentabilité des investissements.
- La corruption peut aussi réduire la productivité des investissements en affaiblissant la qualité des ressources. Par exemple, en nuisant à la qualité et la quantité des services de santé et d'éducation, la corruption diminue le capital humain d'un pays.
- Les comportements de maximisation des rentes sont également susceptibles de générer de l'inefficacité, en alimentant le gaspillage des ressources et en sapant l'efficacité des dépenses publiques.

La corruption est négativement corrélée avec la croissance économique

Les études macroéconomiques, utilisant des données nationales pour explorer les variations entre les pays pour les indicateurs économiques et les indicateurs de gouvernance, concluent systématiquement que la corruption réduit la croissance et le développement économique.

Les données comparatives indiquent ainsi que la corruption est systématiquement corrélée à des niveaux particulièrement bas des principaux indicateurs économiques — taux de croissance, PIB par habitant, développement humain — ainsi qu'à un fort taux d'inégalités économiques (Rothstein & Holmberg, 2011).

De même, un examen systématique des données disponibles sur l'impact de la corruption sur la croissance économique réalisé en 2011, confirme que la corruption a un effet négatif direct sur la croissance dans les pays à faibles revenus (Ugur & Dasgupta, 2011). Selon cette analyse, la corruption a également des effets indirects par le biais de l'investissement, du capital humain des finances publiques et de la dépense publique. Si les effets directs et indirects de la corruption sur la croissance économique sont démontrés pour tous les pays examinés, l'analyse suggère que ceux-ci peuvent être atténués par des facteurs contextuels tels que le niveau de développement et la qualité de la gouvernance. Les effets négatifs de la corruption sont susceptibles d'être plus significatifs dans les

pays ayant un fort revenu par tête et une structure institutionnelle solide.

La corruption affecte la qualité, la quantité, le coût et la rentabilité de l'investissement

De nombreuses études ont établi que la corruption décourage l'investissement et qu'elle constitue un coût supplémentaire pour les entreprises, en réduisant la rentabilité des projets d'investissement.

Tout d'abord, des données empiriques suggèrent que la corruption réduit le ratio investissement/PIB, fait baisser le niveau d'investissement et retarde de manière significative la croissance économique (Mauro, 1995).

La corruption fausse également le processus de prise de décisions associé à l'investissement public et affecte la répartition des dépenses publiques. La corruption peut encourager les agents publics à allouer les fonds publics, non pas en fonction de l'intérêt du public, mais en fonction des opportunités de corruption qu'ils offrent, comme par exemple les grands projets d'infrastructure ou de défense. P. P. Mauro affirme que les dépenses publiques dans l'éducation rapportées au PIB sont négativement corrélées au niveau de corruption, dans la plupart des pays (Mauro, 1998). De même, V. Tanzi et H. Davoodi ont identifié quatre canaux par lesquels la corruption affecte la croissance économique : 1. des dépenses publiques plus élevées ; 2. des fonds publics plus faibles ; 3. des dépenses publiques réduites dans certains secteurs tels que la santé ou l'éducation ; 4. des infrastructures publiques de moins bonne qualité (Tanzi & Davoodi 1997).

Par ailleurs, certains universitaires ont démontré empiriquement que la corruption réduit la productivité du capital et constitue un élément important dans le processus décisionnel des investisseurs. D'après les résultats de Lambsdorff, une augmentation de la corruption d'un point sur une échelle de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre) fait descendre la productivité de 4% du PIB et l'entrée nette de capitaux de 0,5% du PIB (Lambsdorff 2003).

L'impact de la corruption sur les niveaux d'investissement vaut également pour l'investissement direct à l'étranger (IDE), comme le reflète une publication de 2010 résumant l'état de la recherche sur la corruption et l'IDE (Zurawicki &

Habib, 2010). S-J Wei (2000a, 2000b, 2001) conclut également que la corruption est un facteur important de réduction de l'IDE dans les pays hôtes. Une étude datant de 2008, examinant les flux d'IDE américains en rapport avec le niveau de corruption observé dans 42 pays hôtes, indique aussi que les entreprises américaines sont moins susceptibles d'investir dans les pays où le niveau de corruption est élevé (Sanyal & Samanta, 2008). D'autres études ont également confirmé que l'IDE est positivement corrélé avec les indicateurs de bonne gouvernance tels que l'état de droit, le contrôle de la corruption, la qualité de la régulation etc. (Gani2007).

La corruption semble également augmenter les coûts de l'investissement. Une enquête réalisée par Control Risks and Simmons & Simmons en 2006 révèle qu'un quart des personnes interrogées affirment que la corruption augmente les coûts de leurs investissements internationaux de près de 5%, et presque 8% d'entre eux jugent que cette augmentation de coûts atteint les 50% (Control Risks and Simmons & Simmons, 2006).

En plus d'augmenter les coûts et de réduire les niveaux d'IDE, la corruption affecte également la composition des pays d'où provient l'IDE. Une publication de 2006 indique que la corruption dans les pays destinataires résulte en une réduction de l'IDE provenant des pays ayant criminalisé la corruption transnationale – qui sont les plus importantes sources d'IDE – et une augmentation de la proportion d'IDE provenant de pays aux niveaux de corruption élevés. Ceci suggère que les lois conférant à la corruption le caractère d'infraction pénale sont un obstacle à la corruption transnationale (Cuervo-Cazurra 2006).

La corruption sape la structure fiscale d'un pays et ses capacité de collecte d'impôts

Lorsqu'elle se manifeste sous la forme d'évasion fiscale, la corruption peut avoir pour conséquence une perte significative de revenus fiscaux, ce qui risque d'avoir des conséquences budgétaires néfastes, comme le décrit une revue documentaire réalisée pour le U4 sur le rapport entre corruption et revenus fiscaux (Nawaz, 2010). Les publications sur le sujet suggèrent que la corruption réduit le ratio impôts/PIB et cause des dommages économiques de long terme en augmentant la part de l'économie informelle, en faussant la structure fiscale et en

nuisant à la moralité des contribuables, ce qui réduira d'autant plus la base des revenus d'un pays (Attila, 2008 ; Nawaz, 2010).

De même, V. Tanzi et H. Davoodi démontrent que la corruption a une corrélation négative statistiquement significative avec l'impôt sur le revenu, la TVA, les taxes de vente et les taxes sur le chiffre d'affaires (Tanzi & Davoodi 2000). Plus récemment, une publication de 2010 se basant sur des données de panel concernant des sociétés asiatiques, indique que la corruption dans le secteur public a un impact négatif important sur le paiement des impôts sur les sociétés, suggérant ainsi que la réduction de la corruption dans le secteur public pourrait avoir un impact significatif sur la capacité fiscale d'un pays (Fuest, Maffini & Riedel, 2010). L'étude indique que ceci est particulièrement pertinent pour les petites et moyennes entreprises qui réussissent à réduire leur fiscalité dans des environnements corrompus. Les grandes entreprises multinationales réagissent à la corruption dans le secteur public en choisissant d'investir dans d'autres pays, montrant ainsi les coûts d'opportunité de la corruption.

Dans le même esprit, la Banque mondiale indique que les pays au niveau de corruption élevé ont tendance à collecter moins d'impôts, suggérant ainsi que seuls les pays à faible taux de corruption peuvent maintenir un haut niveau de fiscalité (mesuré par le ratio fiscalité/PIB) (Friedman et al. 1999). L'étude montre que les entrepreneurs ont tendance à se réfugier dans l'économie informelle lorsqu'ils sont confrontés à une bureaucratie lourde et à de hauts degrés de corruption pour échapper au poids de la paperasserie et de la corruption, dans les 69 pays examinés. Ceci érode d'autant plus les revenus fiscaux de base d'un Etat que les pays au niveau de corruption élevé ont souvent une économie informelle plus importante, qui se développe au détriment de l'économie formelle (Dreher & Herzfeld 2005).

L'impact du versement de pots-de-vin sur les opérations des entreprises

Au niveau des entreprises individuelles, la corruption a aussi un impact corrosif sur les activités des entreprises sur le long terme. Même les petits paiements de facilitation, utilisés pour contourner le poids administratif imposé aux entreprises par une bureaucratie excessive, peuvent avoir un impact

négatif, à long terme, sur les opérations des entreprises et le climat des affaires. Cette section est tirée principalement d'une [réponse précédente du Helpdesk sur l'impact des paiements de facilitation](#) qui présente et développe les données sur les dommages causés par la « petite corruption ».

La corruption coûte cher aux entreprises

Il existe de nombreux arguments pour convaincre les entreprises que la lutte contre la corruption peut leur être bénéfique. Au niveau de l'entreprise, la corruption augmente les coûts et introduit de l'incertitude, un risque de réputation et une vulnérabilité à l'extorsion. Elle déprécie la valeur de l'entreprise, rend l'accès au capital plus coûteux et entrave la concurrence équitable (Transparency International, 2009). Les paiements de facilitation constituent généralement de petites sommes qui, quand elles sont additionnées, peuvent atteindre des montants importants au niveau de l'entreprise, à l'échelle nationale et internationale. Des enquêtes d'entreprises conduites en Afrique en 2007 indiquent que la petite corruption pourrait représenter l'équivalent de 2,5 à 4,5% des ventes (Clarke, 2008).

Les entreprises perdent d'importantes possibilités d'affaires à cause des risques de corruption. Un rapport de PricewaterhouseCoopers datant de 2008, basé sur une enquête effectuée auprès de 390 dirigeants d'entreprise de 14 pays, confirme le prix élevé que paient les entreprises, en termes de distorsion de marché, de dommages de réputation, de risques juridiques et de détérioration des structures internes. 45% des personnes interrogées ont reconnu avoir abandonné un marché ou une possibilité d'affaire à cause des risques de corruption encourus et près de 40% disent avoir perdu un marché à cause de la corruption des agents publics. Plus de 70% d'entre eux pensent qu'une meilleure compréhension de la corruption les aiderait à être plus efficaces, à prendre de meilleures décisions, à améliorer la responsabilité sociale de l'entreprise et à pénétrer de nouveaux marchés.

La corruption est économiquement inefficace pour les entreprises

La corruption n'est pas une stratégie efficace pour réduire le fardeau administratif quand des bureaucrates corrompus sont en mesure de créer des lenteurs administratives pour demander des

pots-de-vin. Dans les pays hautement réglementés au niveau de corruption élevé, la maximisation des rentes incite les agents publics à ralentir les procédures routinières ou même à mettre en place des règles supplémentaires pour créer des opportunités de corruption. Quelques études ont montré que la corruption multiplie le temps que passent les dirigeants à gérer les problèmes bureaucratiques et entrave la croissance de l'entreprise. Les entreprises qui s'adonnent à la corruption sont susceptibles de passer plus de temps (et non pas moins) à négocier la réglementation avec des bureaucrates car les agents publics corrompus ont tendance à se focaliser sur les entreprises qui ont déjà versé des pots-de-vin (Kaufman & Wei, 1999 ; Fisman & Svensson, 2007).

De plus, la demande de paiements de facilitation est susceptible d'augmenter à terme quand la culture de la corruption s'étend à l'ensemble de l'entreprise et que celle-ci à la réputation d'être aisément corrompue.

De plus, certaines études démontrent que le coût du fardeau administratif pour les entreprises et son impact sur la productivité pourraient être surévalués. Un document de travail de la Banque mondiale datant de 2010, portant sur l'impact comparatif sur la productivité des paiements informels faits aux agents publics pour faciliter les opérations routinières (appelés "taxe de corruption") et des effets du fardeau administratif (appelés "taxe de temps"), démontre que seule la "taxe de corruption" semble avoir un impact négatif sur la productivité de l'entreprise, alors que l'impact de la "taxe de temps" est presque insignifiante (De Rosa, Gooroochurn and Görg 2010).

Les effets de la corruption varient en fonction des indicateurs de croissance et de corruption utilisés

D'un point de vue méthodologique, certains auteurs affirment que l'argument de la corruption comme facteur dynamisant de l'économie n'est pas validé si l'on utilise comme indicateur une mesure de l'expérience réelle de la corruption des dirigeants. T.S Aidt défend l'argument selon lequel les données basées sur des indicateurs de perception de la corruption sont plutôt faibles car ils ne produisent pas de résultats robustes quant à l'effet "dynamisant" de la corruption sur la croissance (Aidt, 2009).

La corruption affecte de manière négative la croissance, la productivité, les logiques d'investissement et l'efficacité des entreprises

Les données empiriques indiquent également que la corruption pourrait avoir un impact négatif indirect sur les entreprises, via ses effets sur des facteurs tels que la croissance et la productivité des entreprises, leurs logiques d'investissement, leur efficacité et l'innovation.

La corruption est susceptible d'avoir un effet négatif sur la croissance des entreprises. Par exemple, en faisant appel à des données sur le versement de pots-de-vin par les entreprises ougandaises, une étude affirme que le nombre de pots-de-vin est négativement corrélé avec la croissance des entreprises et que la corruption a un effet bien plus négatif sur la croissance que la fiscalité (Fisman & Svenson, 2007).

La corruption peut affecter de manière significative les logiques d'investissement. D'après une étude inter-régionale datant de 2008, la corruption serait le plus gros obstacle à l'investissement dans les pays en transition. Parmi les variables incluses dans les régressions, on trouve : la taille de l'entreprise, la propriété de l'entreprise, l'orientation commerciale, l'industrie, la croissance du PIB, l'inflation et l'ouverture commerciale (Asiedu & Freeman, 2009).

Contrôler la corruption pourrait potentiellement avoir un effet positif sur l'innovation. En utilisant des données de la Banque mondiale portant sur les sociétés indiennes, une publication de 2011 affirme que la corruption a un impact sur l'allocation des ressources de l'entreprise et diminue la probabilité d'introduction de nouveaux produits sur le marché (Starosta de Waldemar, 2010).

La corruption pourrait aussi avoir un impact sur l'efficacité des entreprises. Une étude datant de 2006 sur l'impact de la corruption sur l'efficacité des entreprises de 13 pays latino-américains montre que les entreprises des pays les plus corrompus sont moins efficaces et nécessitent plus de ressources humaines pour produire les mêmes résultats (Rossi and Dal Bo 2006). L'étude suggère que la corruption détourne les efforts de gestion, de supervision et de coordination du processus de production, forçant ainsi les entreprises à faire appel à des ressources supplémentaires pour compenser la coordination défectueuse et l'inefficacité qui en résulte.

La corruption est également susceptible d'augmenter les taux de sortie. À partir de données de panel, un

document datant de 2009, testant (parmi d'autres éléments constituant le climat des affaires) l'importance de la corruption et du clientélisme sur la sortie des entreprises de 27 pays d'Europe de l'est et d'Asie centrale, indique que dans les pays les plus corrompus le taux de sortie est aussi plus élevé. La corruption et le poids bureaucratique semblent donc augmenter la probabilité de sortie (Hallward-Driemeier 2009).

2 LA CORRUPTION AFFECTE LES INEGALITES ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS

La corruption affecte le développement humain et la distribution des richesses

La corruption n'affecte pas seulement le développement économique en termes d'efficacité, mais elle a aussi un impact sur la répartition des richesses. Bien qu'il existe des preuves solides de la corrélation négative entre la corruption et le PIB par tête, certains universitaires affirment que de telles études devraient aussi prendre en compte des indicateurs tels que la sécurité sociale et la distribution des richesses.

Dès 1998, un document de travail du Fonds monétaire international, basé sur une analyse de régressions inter-régionales entre 1980 et 1997, démontrait l'impact considérable de la corruption sur les inégalités de revenu, avec une augmentation de la corruption d'un point résultant en une diminution de revenus de 7,8% par an pour les plus pauvres (Gupta et al. 2002). Ce document avance l'argument selon lequel la corruption augmente les inégalités de revenu par le biais d'une plus faible croissance économique, de systèmes fiscaux biaisés qui favorisent les plus riches et les mieux connectés, des niveaux plus bas d'efficacité des dépenses sociales, et un accès inégalitaire à l'éducation et aux services publics.

Partageant ce point de vue, certains chercheurs défendent l'argument selon lequel la recherche analysant la croissance en termes de PIB par tête n'est pas suffisante car la croissance et le développement durable sont aussi liés à la capacité d'un Etat de maintenir des conditions de vie durables et une certaine sécurité sociale (Aidt, 2010). Utilisant l'indicateur de « richesse véritable par tête » pour mesurer le développement durable, il étudie le rapport entre la corruption et le développement

durable dans un échantillon de 110 pays entre 1996 et 2007, et établit que de hauts niveaux de corruption perçue et réelle, dans tous les pays étudiés, réduisent de manière significative la richesse véritable par tête, suggérant ainsi que la corruption est un obstacle au développement durable.

La corruption est également positivement corrélée avec le niveau d'inégalité de revenu mesuré par le coefficient de Gini. Sur la base de données de panel de pays africains, une étude affirme qu'un point d'augmentation dans un index de corruption est associé à une augmentation de sept points du coefficient de Gini mesurant les inégalités de revenu (Gyimah-Brempong, 2001). Ceci vaut également pour les pays industrialisés. Une étude observant les effets de la corruption sur les inégalités de revenu et la croissance à partir de données sur les états fédérés américains aboutit à des résultats solides confirmant qu'une augmentation de la corruption entraîne une augmentation de l'indice de Gini sur les inégalités et réduit la croissance (Dincer & Gunalp 2005). Ceci peut s'expliquer par le fait que les bénéficiaires de la corruption sont susceptibles de profiter aux personnes les mieux connectées et appartenant aux groupes les plus riches. Les individus les mieux connectés sont plus susceptibles d'obtenir les meilleurs contrats publics, sapant ainsi la capacité du gouvernement à garantir une distribution équitable des ressources.

Les publications sur le sujet démontrent également que les variables dépendantes mesurant le développement humain sont négativement affectées par la corruption, les pays les plus corrompus étant souvent ceux dont le niveau de développement humain est le plus faible (Akçay 2006). Les données du Baromètre mondial de la corruption de Transparency International indiquent que les populations les plus défavorisées sont affectées par la corruption de manière disproportionnée.

La corruption crée un système fiscal biaisé qui affecte la distribution des richesses

Une étude du FMI réalisée en 2002 nous fournit des données empiriques quant à l'impact de la corruption sur les inégalités, identifiant un des mécanismes qui entraînent ces résultats. La corruption affecte la progressivité du système fiscal, créant ainsi un système biaisé qui favorise les plus riches et les mieux connectés (Gupta et al 2002). La

corruption facilite l'évasion fiscale, le dysfonctionnement des administrations fiscales et les exemptions en faveur des riches et connectés, ceci sape l'efficacité de la progressivité fiscale et la capacité du gouvernement à assurer une redistribution des richesses des riches vers les pauvres.

Comme les inégalités progressent et que de plus en plus de gens tombent dans la pauvreté, il est possible qu'il y ait de plus en plus de pression en faveur d'une redistribution plus extensive via un système de taxation plus élevée et plus progressive pour compenser et corriger les inégalités et les injustices générées par la corruption. Ceci pourrait, en retour, inciter les plus fortunés et connectés – qui disposent de moyens plus importants pour soudoyer leurs interlocuteurs – à faire usage des pratiques de corruption politique pour baisser et contourner la fiscalité (Jong-sung & Khagram, 2005). Avec des inégalités en hausse, il est possible que les plus aisés se montrent plus susceptibles d'acheter de l'influence, légalement comme illégalement, et que les plus pauvres soient plus vulnérables et moins aptes à demander des comptes aux puissants. Ceci pourrait potentiellement créer et alimenter un cercle vicieux inégalités-corruption-inégalités.

La corruption affecte les objectifs des dépenses sociales, leur quantité, leur qualité et les résultats obtenus

La corruption n'est pas seulement néfaste pour la croissance économique et les affaires. Elle touche également les individus, surtout les plus défavorisés. Elle réduit les ressources disponibles pour d'autres usages, notamment pour le financement des aides sociales qui touchent principalement les couches les plus pauvres. La corruption peut nuire à la bonne définition des objectifs et entraver la capacité de redistribution des programmes sociaux. Comme indiqué précédemment, la maximisation des rentes et la corruption peuvent affecter l'allocation des ressources publiques en altérant les intentions des décideurs et en détournant les dépenses publiques en faveur de projets et d'activités plus lucratives. La corruption dans les programmes sociaux peut également réduire l'impact potentiel des programmes d'aide sociale pour la réduction de la pauvreté.

Dans certaines situations, les pertes dues à la corruption peuvent être telles qu'elles annulent le

potentiel redistributif des programmes d'aide sociale. Une étude examinant l'étendue de la corruption dans un important programme indonésien de transferts distribués du riz subventionné aux ménages défavorisés a démontré qu'en moyenne 18% du riz disparaissait entre le moment où il quittait les entrepôts publics et celui où il atteignait les ménages pauvres. En comparant les coûts de la corruption avec les bénéfices potentiels de redistribution du programme, l'étude conclut que le niveau de corruption était suffisant pour annuler les bénéfices attendus du programme (Olken, 2005). Ce qui semble indiquer que la corruption peut nuire sérieusement aux efforts de redistribution des pays en développement.

La corruption a aussi un impact négatif sur la qualité et la quantité des services publics, dans le secteur de l'éducation et de la santé plus particulièrement, en réduisant l'efficacité des dépenses publiques. Aux Philippines, des études montrent que la corruption affecte les résultats du système éducatif, baisse le niveau et le classement des écoles et réduit la satisfaction des usagers. Il a aussi été démontré que la corruption baisse le niveau d'immunisation des enfants et retarde la vaccination des nouveau-nés. Parmi les conséquences d'un système de santé corrompu, figurent également le traitement tardif de patients, la désillusion face aux cliniques, l'augmentation de l'insatisfaction des ménages quant aux soins reçus et des temps d'attente pour les patients (Azfar & Gurgur, 2005). Une étude effectuée en Indonésie montre que les dépenses publiques ont un effet négligeable sur la scolarisation dans les régions les plus corrompues, alors qu'elles ont un impact positif statistiquement significatif dans les régions moins corrompues. Ceci indique qu'il est peu probable que l'investissement de fonds publics dans le système éducatif sans un traitement efficace et simultané des problèmes de corruption apporte les résultats escomptés (Suryadarma, 2012).

Sur le long terme, la corruption est ainsi susceptible d'affecter les investissements visant à la formation de capital humain par ses effets sur l'efficacité, les résultats et la composition des dépenses publiques. Cette situation risque alors d'entraver le développement durable et la croissance économique, ainsi que de renforcer les inégalités.

CADRE INSTITUTIONNEL ET LE CLIMAT DE GOUVERNANCE

La corruption a un effet nuisible sur le climat de gouvernance à long terme

Comme le montre plus en détails la réponse du Helpdesk portant sur l'impact des paiements de facilitation, la corruption est susceptible d'avoir des effets nuisibles à long terme sur l'environnement réglementaire et sur l'efficacité de l'appareil d'Etat dans la mesure où elle incite les hommes politiques et les agents publics à créer plus de réglementations, de restrictions et de procédures administratives dans le but de créer des opportunités pour extorquer de petits paiements de la part des citoyens et des entreprises. Cette situation est susceptible d'exacerber l'avidité et d'alimenter l'inefficacité avec le risque de voir la pratique des paiements de facilitation se répandre à tous les pans du service public (Argandoña 2004; Dzhumashev 2010).

Ceci est particulièrement pertinent en ce qui concerne le climat des affaires. Une récente étude fournit des données solides sur le lien entre la qualité du climat des affaires et le niveau de corruption dans le pays. Un environnement commercial bien régulé peut atténuer le poids des procédures bureaucratiques et du fardeau administratif, avec pour résultat une réduction des coûts des transactions pour les individus et les entreprises. Les élus et les fonctionnaires corrompus peuvent manipuler l'environnement réglementaire pour leur bénéfice et créer des réglementations inefficaces qui fournissent aux personnes et aux entreprises une incitation à payer des pots-de-vin, nuisant ainsi à l'environnement réglementaire. Dans un climat de corruption, les groupes d'intérêts particuliers peuvent aussi avoir une influence sur la qualité de l'environnement réglementaire en contrôlant les institutions publiques responsables de la création et de la mise en œuvre des réglementations, entraînant une situation de captation réglementaire. En termes d'implication politique, ceci indique que les efforts ciblés pour mettre fin à la corruption peuvent apporter de véritables bénéfices pour l'amélioration du climat des affaires (Breen & Gillander, 2010).

La corruption sape la légitimité de l'Etat et l'état de droit

3 LA CORRUPTION AFFECTE LE

Il est largement reconnu que la perception et l'expérience de la corruption érodent la confiance des citoyens dans les institutions publiques et les processus politiques, sapent la confiance sociale et la légitimité des institutions publiques, et ont, en définitive, un impact corrosif sur l'état de droit et sur la vie démocratique (Andreev 2008).

La corruption – la petite corruption en particulier – a un impact sur la perception des citoyens de la vie publique, dans la mesure où elle les affecte dans leur quotidien, émousse leur confiance dans les institutions étatiques, dans les processus démocratiques et dans la légitimité du gouvernement. Des événements récents, tels que le printemps arabe, ont montré que la corruption peut remettre en cause le soutien des citoyens aux régimes corrompus. Cette thèse est renforcée par des données empiriques qui indiquent que la corruption érode la croyance des citoyens en la légitimité du système politique et réduit la confiance interpersonnelle, comme le suggère une étude portant sur quatre pays d'Amérique Latine (Seligson 2003). D'autres études plus récentes ont confirmé cette forte corrélation entre la confiance (interpersonnelle et politique) et la corruption (Morris & Klesner, 2006).

La corruption a aussi un impact corrosif sur l'état de droit, comme le souligne un document récent qui s'intéresse aux dommages causés par les diverses formes de corruption (David-Barrett, 2012). L'auteur conclut que tout pot-de-vin – quelle qu'en soit la source, le montant ou la raison – montre au public que les règles ne sont ni appliquées de manière consistante ni en accord avec la loi. Ceci entraîne une violation des règles de fonctionnement de l'administration, ce qui sape gravement l'état-de-droit.

4 BIBLIOGRAPHIE

Aidt, T.S. 2009. "Corruption, Institution and Economic Development."
<http://ideas.repec.org/p/cam/camdae/0918.html>

Aidt, T.S. 2010. "Corruption and Sustainable Development."
<http://www.dspace.cam.ac.uk/bitstream/1810/242086/1/cwpe1061.pdf>

Akçay, S. 2006. "Corruption and Human Development."
<http://www.cato.org/pubs/journal/cj26n1/cj26n1-2.pdf>

Andreev, S. 2008. "Corruption, Legitimacy and the Quality of Democracy in Central and Eastern Europe and Latin America."
http://neic.iesp.uerj.br/textos2/internationalconference2008/Estonia_Conference_Svet_Andreev_.pdf

Argandoña, A. 2004. "Corruption and Companies: The Case of Facilitating Payments." IESE Business School, University of Navarra.
<http://ideas.repec.org/p/ebg/iesewp/d-0539.html>

Asiedu, E. and Freeman, J. 2009. "The Effect of Corruption on Investment Growth: Evidence from Firms in Latin America, Sub-Saharan Africa, and Transition Countries."
<http://www2.ku.edu/~kuwpaper/2008Papers/200802.pdf>

Attila, J. 2008. "Corruption, Taxation and Economic Growth: Theory and Evidence." CERDI-CNRS. Working paper. <http://ideas.repec.org/p/cdi/wpaper/1060.html>

Azfar, O. and Gurgur, T. 2005. "Does Corruption Affect Health and Education Outcomes in the Philippines?"
<http://ssrn.com/abstract=723702>

Breen, M. and Gillander, R. 2010. "Corruption, Institutions and Regulation."
<http://www.csaee.ox.ac.uk/conferences/2011-EDiA/papers/508-Gillanders.pdf>

Clarke, G. 2008. "How Petty is Petty Corruption? Evidence from Firm Survey in Africa."
<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X10002196>

Control Risks and Simmons & Simmons. 2006. "International Business Attitudes to Corruption: Survey 2006." http://www.csr-asia.com/summit07/presentations/corruption_survey_JB.pdf

Cuervo-Cazurra, A. 2006. "Who Cares about Corruption?"
<http://www.palgrave-journals.com/jibs/journal/v37/n6/full/8400223a.html>

David-Barrett, L. 2012. "Are Some Bribes Better Than Others?"
<http://lgstdept.wharton.upenn.edu/corruption/DavidBarrett2.pdf>

De Rosa, D. Gooroochurn, N. and Görg, H. 2010. "Corruption and Productivity: Firm-Level Evidence from the BEEPS Survey."
<http://ideas.repec.org/p/kie/kieliw/1632.html>

Dincer, O. and Gunalp, B. 2005. "Corruption, Income Inequality and Growth: Evidence from US States." <http://www.uib.es/congres/ecopub/ecineq/papers/099dincer.pdf>

Dreher, A. and Gassebner, M. 2011. "Greasing the Wheels? The Impact of Regulations and Corruption on Firm Entry." <http://corruptionresearchnetwork.org/resources/articles/greasing-the-wheels-the-impact-of-regulations-and-corruption-on-firm-entry>

Dreher, A. and Herzfeld, T. 2005. "The Economic Costs of Corruption: A Survey and New Evidence." <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpppe/0506001.html>

Dzhumashev, M. 2010. "Corruption and Regulatory Burden." Department of Economics, Monash. http://mpira.ub.uni-muenchen.de/2081/1/MPRA_paper_2081.pdf

Fisman, R. and Svensson, J. 2007. "Are Corruption and Taxation Really Harmful to Growth?" <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304387806001106>

Fuest, C., Maffini, G., and Riedel, N. 2010. "How Does Corruption in Developing Countries Affect Investment and Tax Compliance?" https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=IIPF66&paper_id=229

Gani, A. 2007. "Governance and Foreign Direct Investment Links: Evidence from Panel Data Estimations." <http://ideas.repec.org/a/taf/apeclt/v14y2007i10p753-756.html>

Gupta, S., Davoodi, H., and Alonso-Terme, R. 2002. "Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?" <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp9876.pdf>

Gupta, S., Davoodi, H., and Tiongson, E. 2000. "Corruption and the Provision of Healthcare and Educational Services." <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2000/wp00116.pdf>

Gyimah-Brempong, K. 2001. "Corruption, Economic Growth and Income Inequality in Africa." <http://link.springer.com/article/10.1007/s101010200045>

Hallward-Driemeier, M. 2009. "Who Survives? The Impact of Corruption, Competition and Property Rights Across Firms." <http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-5084>

Houston, D. 2007. "Can Corruption Ever Improve an Economy?"

<http://object.cato.org/sites/cato.org/files/serials/files/cato-journal/2007/11/cj27n3-2.pdf>

Jong-sung, Y. and Khagram, S. 2005. "A Comparative Study of Inequality and Corruption." http://www.ksghauser.harvard.edu/PDF_XLS/workingpapers/workingpaper_22.pdf

Jong-Sung, Y. 2005. "Corruption and Inequality as Correlates of Social Trust: Fairness Matters More Than Similarity." <http://irps.ucsd.edu/assets/003/5295.pdf>

Kaufmann, D., Friedman, E., Johnson, S., and Ziso-Lobaton, P. 1999. "Dodging the Grabbing Hand: The Determinant of Unofficial Activity in 69 Countries." <http://ideas.repec.org/a/eee/pubeco/v76y2000i3p459-493.html>

Lambsdorff, J. 2003. "How Corruption Affects Economic Development." http://www.wiwi.uni-passau.de/fileadmin/dokumente/lehrstuehle/lambsdorff/Papers/C_Development.pdf

Méndez, F. and Sepúlveda, F. 2006. "Corruption, Growth and Political Regimes: Cross Country Evidence." <http://ideas.repec.org/a/eee/poleco/v22y2006i1p82-98.html>

Mauro, P. 1995. "Corruption and Growth." <http://elsa.berkeley.edu/~saez/course131/Mauro95.pdf>

Mauro, P. 1998. "Corruption and the Composition of Government Expenditure." <http://www1.worldbank.org/publicsector/anticorrupt/CoreCourse2005/Mauro.pdf>

Méon, P. and Sekkat, K. 2005. "Does Corruption Grease or Sand the Wheels of Growth?" http://projects.iq.harvard.edu/gov2126/files/meonsekkat_2006.pdf

Méon, P. and Weill, L. 2008. "Is Corruption an Efficient Grease?" <http://corruptionresearchnetwork.org/resources/articles/is-corruption-an-efficient-grease>

Morris, D. and Klesner, J. 2006. "Corruption and Trust: Theoretical Considerations and Evidence from Mexico." <http://www.vanderbilt.edu/lapop/mexico/2006-corruptionandtrust.pdf>

Nawaz, F. 2010. "Exploring the Relationships between Corruption and Tax Revenue." <http://www.u4.no/publications/exploring-the-relationships-between-corruption-and-tax-revenue/>

Olken, B. 2005. "Corruption and the Costs of Redistribution." <http://economics.mit.edu/files/2914>

PricewaterhouseCoopers. 2008. "Confronting Corruption: The Business Case for an Effective Anti-Corruption Programme." <http://www.pwc.com/gx/en/forensic-accounting-dispute-consulting-services/business-case-anti-corruption-programme.jhtml>

Rossi, M. and Dal Bo, E. 2006. "Corruption and Inefficiency: Theory and Evidence from Electric Utilities." <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S004727270600154X>

Rothstein, B. and Holberg, S. 2011. "Correlates of Corruption." http://www.gog.pol.gu.se/digitalAssets/1357/1357840_2011_12_rothstein_holmberg.pdf

Tanzi, V. and Davoodi, H. 1997. "Corruption, Public Investment and Growth." <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp97139.pdf>

Tanzi, V., Davoodi, H. 2000. "Corruption, Growth and Public Finances." IMF Working Paper. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2000/wp00182.pdf>

Sanyal, R. and Samanta, S. 2008. "Effect of Perception of Corruption on Outward US Foreign Direct Investment." http://econpapers.repec.org/article/idsgbusec/v_3a10_3ay_3a2008_3ai_3a1_3ap_3a123-140.htm

Seligson, M. 2003. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." (<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-2508.00132/abstract>)

Starosta de Waldemar, F. 2010. "New Products and Corruption: Evidence from Indian Firms." <http://www.csaee.ox.ac.uk/conferences/2011-EDIA/papers/035-Waldemar.pdf>

Strauss, E.N. 2013. "'Easing out' the FCPA Facilitation Payment Exception." Boston University Law review. <http://www.bu.edu/law/central/jd/organizations/journals/bulr/volume92n4/documents/STRAUSS.pdf>

Suryadarma, D. 2012. "How Corruption Diminishes the Effectiveness of Public Spending on Education in Indonesia." <http://ideas.repec.org/a/taf/binde/v48y2012i1p85-100.html>

Transparency International. 2009. "Global Corruption Report: Corruption and the Private Sector." <http://www.cgu.gov.br/conferenciabrocde/arquivos/English-Global-Corruption-Report-2009.pdf>

Ugur, M. and Dasgupta, N. 2011. "Evidence on the Economic Growth Impacts of Corruption in Low-Income

Countries and Beyond." <http://eppi.ioe.ac.uk/cms/LinkClick.aspx?fileticket=wrCtuggn-IQ%3D&tabid=3108&mid=5787>

Wei, S-J. 2000a. "How Taxing is Corruption on International Investors?" <http://www.nber.org/~wei/data/wei2000a/wei2000a.pdf>

Wei, S-J. 2000b. "Local Corruption and Global Capital Flows." <http://ideas.repec.org/a/bin/bpeajo/v31y2000i2000-2p303-354.html>

Wei, S-J. 2001. "Does Corruption Relieve Foreign Investors of the Burden of Taxes and Capital Controls." <http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-2209>

Zurawicki, L and Habib, M. 2010. "Corruption and Foreign Direct Investment: What Have We Learned?" <http://journals.cluteonline.com/index.php/IBER/article/view/593/579>

« Les réponses du Helpdesk anti-corruption constituent des notes de synthèse réalisées sur demande à destination des personnes et organisations travaillant dans le secteur du développement. Elles sont basées sur des informations publiquement disponibles et proposent un état des lieux de la recherche sur un sujet précis. Elles ne reflètent pas nécessairement la position officielle de Transparency International. »